

Pierre Laborie, ou les exigences de l'histoire

Historien spécialiste de l'opinion sous Vichy, professeur d'histoire contemporaine à Toulouse, Pierre Laborie est confronté en permanence aux rapports ambigus entre l'histoire et la mémoire. Il explique ici cette dualité, et fait appel à ses propres souvenirs pour explorer les évolutions de l'université et du monde étudiant.

Ses recherches ont amené Pierre Laborie à définir la notion, essentielle en matière d'histoire contemporaine, de « représentation mentale ». Sommairement, l'expression recouvre « la façon dont les gens fonctionnent mentalement à un moment donné ». Plus précisément, Pierre Laborie écrit dans *L'opinion française sous Vichy* : « Reconnaître le rôle des perceptions ou, d'une manière générale, de l'imaginaire social, ne signifie absolument pas l'affirmation d'un primat du psychologique ou du culturel sur l'économique, le politique ou le social. C'est toutefois, selon moi, refuser l'idée de considérer les représentations comme des superstructures déterminées. Pour reprendre la métaphore habituelle de la maison à étages, le déterminisme ne s'exerce pas ici à sens unique de la "cave au grenier" mais, comme le dit Fernand Braudel, selon "une double action de bas en haut et de haut en bas", soit en empruntant l'escalier dans les deux sens. On peut donc défendre l'idée d'une relative autonomie des représentations par interaction, mais la question importante est celle de l'influence mutuelle des facteurs qui concourent à leur formation. Les facteurs économiques, sociaux, politiques, culturels ont à la fois leur propre dynamisme, sont imbriqués et indissociables mais

P. LABORIE ➤

exercent, selon la spécificité des situations, une action décalée dans leurs effets. Le vrai problème reste celui de la hiérarchie des articulations décisives, hiérarchie mouvante sous la conjonction croisée des longues durées et des conjonctures. »

• • •

Pierre Laborie, 56 ans, est né dans le Lot où il passe son enfance avant de faire ses études secondaires, comme interne, en Auvergne et d'être étudiant à Toulouse. Il est aujourd'hui professeur d'histoire contemporaine à l'université Toulouse-Le Mirail. Il a orienté ses recherches sur la période des années 30 et 40, plus particulièrement sur Vichy et l'opinion.

• • •

Pourquoi avez-vous choisi d'être un historien de la mémoire, de l'oubli, un terrain sur lequel vous êtes un « historien sous haute surveillance », pour reprendre votre propre expression ?

J'ai été un de ceux qui ont tenté d'introduire l'étude des systèmes de représentations dans l'histoire politique ; sur la mémoire, je n'ai aucune paternité, Pierre Nora en est l'un des précurseurs, avec Henri Rousso. J'y suis venu de façon tout à fait naturelle et pour une raison simple : cette notion sur les systèmes de représentations joue un rôle essentiel dans la construction de la mémoire. En travaillant sur la Résistance, comme nous avons très peu de sources écrites - nous avons longtemps cru qu'elles n'existaient pas -, nous avons tous fait de l'histoire orale. J'ai enregistré des personnes pendant des heures et des heures et plus j'écoutais, plus je me rendais compte que ces gens reconstruisaient leur histoire avec des logiques parfaitement irréfutables mais qui, en fait, n'avaient rien à voir avec l'histoire.

Très rapidement, on se rend compte qu'il y a l'histoire et la mémoire. Deux choses différentes. La mémoire des communistes n'est pas l'histoire du communisme, c'est évident, la mémoire des gaullistes n'est pas l'histoire du gaullisme, etc. Mais ce qui s'impose, au même moment, c'est que les deux notions sont pourtant indissociables. Cette contradiction, il faut toujours essayer de la régler : à la fois, une histoire et une mémoire indissociables pour retrouver le sens des événements et, en même temps, la

La mémoire
des
communistes
n'est pas
l'histoire
des
communistes

nécessité de les séparer parce qu'elles ne disent pas la même chose.

Notre situation en tant qu'historiens - surtout pour ces années-là - est elle-même contradictoire. Nous sommes à la fois des conservateurs de mémoire - c'est notre rôle, nous sommes là pour défendre la mémoire, il y a un devoir de mémoire - et des trouble-mémoire, car l'histoire a des exigences.

Vous commencez votre travail de recherche sur les années 40 à la fin des années 60, soit quelques années après les événements de 1968. Y a-t-il un lien, une influence ?

Il y a peut-être un lien puisque nous avons tous été marqués par l'expérience de 1968. Le lien, entre autres, c'est que des tabous avaient sauté. Nous acceptions peut-être un peu moins des idées qui semblaient figées une bonne fois pour toutes et qui servaient de cadre d'explication. L'idée d'autocensure, chez les intellectuels, me semble avoir régressé. L'historien n'a pas à dire le bien et le mal, mais à dire comment les choses se sont passées et à tenter de comprendre pourquoi elles se sont passées ainsi. Pour un phénomène comme l'épuration, et pendant longtemps - c'est encore parfois vrai, je le vois bien dans les réunions, les colloques, les débats - le seul fait de l'aborder vous rendait suspect aux yeux d'un certain nombre de personnes.

Avant que vous ne disiez quoi que ce soit, le fait de soulever une question qui peut être considérée comme embarrassante a tendance à vous situer dans un camp. Et dans cette épuration, s'il y a eu des actes qui étaient explicables, justifiables même, il y en a eu d'autres plus discutables. Le cas des femmes, par exemple : ces résistants qui demandent que les femmes puissent avoir dans la société française une place normale, sont les mêmes - peut-être pas les mêmes si on les prend un par un, mais c'est le même esprit, ce sont les mêmes valeurs, c'est dans le même mouvement - qui tondent, qui humilient. Pendant longtemps, le seul fait de vouloir soulever ce genre de questions n'était pas considéré comme du ressort de l'interrogation scientifique, mais immédiatement situé dans le champ de la polémique. Je crois qu'après

**L'autocensure
chez les
intellectuels
me semble
avoir régressé**

P. LABORIE ►

1968 - petit à petit, ça a été très lent -, sur ce genre de questions, on a admis qu'il était normal de s'interroger.

Dans votre période de formation, à partir de 1956, vous vivez dans un contexte, un environnement un peu mouvementé : arrivée en 1958 de De Gaulle, grand retour du gaullisme, guerre d'Algérie, fin de la colonisation. Comment un jeune étudiant en histoire vit-il ces événements qui marquent la fin de la IV^e République et le début de la V^e ?

La guerre
d'Algérie,
pour
ma génération,
a été
un événement
fondamental

Tout de suite, je me suis engagé. La guerre d'Algérie, pour ma génération, a été un événement fondamental. Il nous a confrontés à des questions essentielles sur l'engagement politique, sur la place d'un citoyen dans la société. Je pense que nous avons vécu ces années de façon non pas tragique, c'est exagéré, mais intense. Cela a été une chance extraordinaire pour ma génération. Nous avons été confrontés très vite, à un âge où souvent on se cherche, à la sortie de l'adolescence, à de vrais débats, à des questions essentielles sur l'indifférence ou la participation, sur la solidarité ou la non-solidarité, sur les autres, différents, et nous.

Ce sont des questions que vous vous posiez déjà pendant les années au lycée ?

Pendant l'année de philo, je devorais Camus, Sartre, je lisais *Les Temps modernes*. Il y avait une véritable soif d'interrogation dans ces années-là. Après, pendant mes années d'études, la curiosité de l'histoire a pris le relais et j'ai découvert Toulouse et sa géographie politique : il suffisait de fréquenter certains cafés pour être idéologiquement marqué. La politique était alors comme inscrite dans le paysage, sur les murs. Nous nous retrouvions dans un milieu où existait une sorte de partage culturel affiché. La droite, à ce moment-là, comptait dans le milieu étudiant. L'extrême-droite était très virulente, très active, très violente même, et la gauche répondait parfois avec les mêmes « arguments ». « Le Tortoni », qui était un café de la place du Capitole, était marqué à gauche. En revanche, « Le Lafayette », qui n'existe plus aujourd'hui, place Wilson, était marqué à droite. Bref, il y avait des repères. Certains passaient à travers, comme toujours, mais quand

on voulait affirmer son identité, les moyens ne manquaient pas.

Vous vous êtes rapidement situé à gauche, vous étiez opposé à la guerre d'Algérie, anti-colonialiste. Quand le déclenchement s'est-il opéré ? A l'université ? Au lycée ? Une tradition familiale ?

Tradition familiale, non. Honnêtement, je ne me rappelle pas. Je crois que c'était un engagement fondé sur des sentiments très idéalistes de générosité, de solidarité. Avec le recul, j'en souris un peu. Mais nous pouvions nous engager en politique, en tout cas dans un premier temps, vraiment par idéal, pour des valeurs que nous considérions comme majeures. Ma génération a rêvé le monde.

N'y a-t-il pas aussi une influence de comportement, de filière ? La fac d'histoire, de lettres, à Lautmann, était traditionnellement à gauche, la fac de droit étant traditionnellement à droite...

Bien sûr, la fac de droit était à droite, sciences po aussi à cette époque. En lettres, c'était différent. D'abord, nous étions très peu nombreux : en histoire, quarante ou cinquante par année. En tout quelques centaines au maximum. Nous nous connaissions tous. J'ai été élu de la fac de lettres à l'intérieur de l'AG. A ce moment-là, l'UNEF unie avait son siège rue des Lois, des bureaux, des services de photocopieurs, un bar, un restaurant, etc.

Quelles étaient vos responsabilités à l'UNEF ?

J'étais membre du bureau de l'AG, responsable un moment du journal *Toulouse Université*. C'était un 8-12 pages, format du Monde. J'ai d'ailleurs fait des stages au *Monde* à Paris, avec Pierre Vianson-Ponté. J'assistais au conseil d'administration de l'UNEF, à Paris. J'ai découvert la passion de l'engagement, mais aussi les dessous : la stratégie, les techniques pour mener et contrôler une réunion, un tas de ficelles dépassées aujourd'hui.

Jusqu'à quand a duré votre engagement politique et syndical étudiant ?

Jusqu'à la fin de mes études, en 1961 ou 1962.

P. LABORIE ►

La fac était un des rites de passage à l'âge adulte

De quels revenus disposaient les étudiants de votre génération ?

Je crois qu'en passant du lycée à la fac, c'était le cordon qui était coupé. Avec la vie d'enfermement, pour ceux qui étaient pensionnaires, et avec la famille aussi. Je suis surpris, aujourd'hui, de voir de jeunes étudiants - garçons ou filles - arriver accompagnés de leurs parents pour les inscriptions à l'université. Cela peut vouloir dire que ce sont des parents conscients de l'avenir de leurs enfants... Mais, il y a trente-cinq ans, nous n'aurions absolument pas supporté que papa/maman entrent dans cet espace-là. La fac était un des rites de passage à l'âge adulte. La génération d'aujourd'hui est marquée par une très grande revendication d'autonomie, d'identité exacerbée, mais, en même temps...

Chacun avait sa propre expérience. Nous vivotions, mais les besoins étaient moins importants. Les voitures étaient rares, nous avions le scooter, ce qui était déjà le signe d'une certaine aisance. Mais c'était l'engouement pour le cinéma, il nous arrivait d'y aller tous les jours... Nous allions dans les cinémas de quartier, nous pouvions faire dix kilomètres à scooter sous la pluie pour aller voir un western de série B. C'était tout un mode de vie, des discussions sans fin dans les bistrotts pour refaire le monde, etc. La vie était plus communautaire, d'abord parce que nous étions moins nombreux. Je ne veux pas dire que nous nous connaissions tous, mais nous nous reconnaissions. Et par rapport à ce qu'était alors la société, la vie étudiante offrait des espaces de liberté exceptionnels pour l'époque.

Vous avez côtoyé plusieurs générations d'étudiants. Vous évoquez un temps où la vie étudiante était vécue comme libératoire, comme le passage à une forme d'autonomie. A quel moment avez-vous senti la différence, la rupture avec ce comportement ?

Il y a quinze ans à peu près. J'ai l'impression que le phénomène s'accélère. Il n'y a jamais de rupture brutale. Mais depuis environ dix ans, il y a eu une extraordinaire accélération. D'abord, la masse, surtout depuis trois ou quatre ans, et puis des différences qui se sont manifestées dans

**Les étudiants
aujourd'hui :
une aisance
apparente
et un manque
de confiance
en soi**

les comportements collectifs. Mais je ne juge que de l'extérieur, de façon très subjective (j'insiste), en fonction de ce que je vois dans des situations ou des relations qui sont toujours un peu artificielles quoi qu'on en dise, même si nous essayons d'avoir avec les étudiants des relations normales, c'est-à-dire qui ne soient pas fondées sur une différence de statut : je suis professeur en cours, dans mon travail de direction de recherches, mais j'essaie aussi d'être « quelqu'un » que l'on peut rencontrer dans un café, n'importe où.

Ce qui a beaucoup changé, en bien, c'est leur capacité à avoir des relations justes. Nous, nous étions « coincés » à l'égard des professeurs. Il était presque impensable d'adresser la parole à un professeur s'il ne nous invitait pas à le faire. Les choses ont beaucoup évolué. En revanche, et cela rejoint ce que je disais à propos des étudiants accompagnés par leurs parents, il y a un décalage entre cette aisance apparente et un manque de confiance en soi qui est lié, me semble-t-il, à leur angoisse profonde à l'égard de la vie. Notre génération ne s'est pas posé les mêmes questions sur l'avenir. Nous savions que nous pourrions trouver notre place dans la société.

Il reste que les références culturelles - au sens historique du terme - sont différentes. Il y a des déficits de formation - non pas qu'ils sachent moins ; ils savent différemment mais ils savent autant. En revanche, notre culture de base, les éléments de notre culture profonde, ne serait-ce par exemple que les fondements d'une éducation protestante ou catholique, faisaient que nous avions des références communes. Maintenant, ce n'est plus vraiment le cas. Le langage que l'on utilise, et qui fait inconsciemment référence à ces concepts, n'a plus le même écho chez eux. Il y a un problème de communication et, sans tomber dans le jargon, sans jouer les intellectuels, on s'aperçoit que des mots, des structures, des références qui nous paraissent évidentes tombent chez eux complètement à plat. Pour les historiens, c'est souvent un problème. Nous sommes démunis, parce que la manière dont nous fonctionnons n'est pas celle de beaucoup de ceux qui nous écoutent. Je parle là surtout des jeunes étudiants de première année de DEUG.

P. LABORIE ►

L'université pendant la guerre : un sujet peu étudié

L'université est un vrai problème du temps présent. Où en sont les travaux de recherche sur le comportement des universitaires pendant les années 40 ?

Il a fallu attendre fin 1993 qu'un colloque ait lieu à Clermont-Ferrand pour s'interroger sur ce que les étudiants, les universitaires et les universités avaient fait pendant la guerre. Le fait que l'université de Strasbourg ait été repliée à Clermont-Ferrand et que professeurs et étudiants aient été victimes de la répression allemande en 1943 a été le point de départ d'une réflexion plus large. Ce que je dis à propos des universités de France est également vrai pour les administrations, la police et la magistrature, tout ce qui concerne le fonctionnement des institutions de ce pays. Elles restent peu étudiées et nous nous heurtons à des obstacles sérieux. Pensez à Bousquet qui a bénéficié de silences complices, de complaisance ; il est « passé à travers » pratiquement pendant cinquante ans. Le problème du système et de son fonctionnement est rarement posé. On préfère ramener les choses à l'homme et à son idéologie. Je ne veux pas défendre Bousquet, mais je pense que le système est plus en cause que l'homme. Bousquet n'était pas un antisémite forcé et pourtant... C'est un sujet qui mérite réflexion.

Nous avons tendance à toujours expliquer les comportements à l'égard de la persécution des juifs en fonction de l'idéologie (l'antisémitisme comme clé d'explication). Dans le cas de Bousquet, tout prouve que l'on n'a pas affaire à un idéologue, mais à un haut fonctionnaire, brillant par ailleurs, et d'une efficacité redoutable. Bien sûr, les gens qui dénoncent les antisémites ont raison, mais cela ne suffit pas. Est-ce que le plus dangereux est l'idéologue excité ou le froid Bousquet, produit et acteur de tout un système solidaire de confiscation du pouvoir ?

Dans votre ouvrage *L'opinion française sous Vichy*, vous dites que l'histoire ne s'écrit jamais de manière innocente. Quelle formule utiliseriez-vous pour exprimer le fait que l'historien ne dit pas, se tait, c'est-à-dire qu'il ne traite pas certains sujets ?

Ecrire n'est pas innocent, ne pas écrire est encore moins innocent. La liberté de l'historien est fortement tri-

butaire de ses sources d'information. Il y a parfois confusion entre le silence des historiens et le silence des sources. Par exemple en ce qui concerne la collaboration économique sur laquelle nous manquons d'informations, le silence n'est pas facile à rompre. Cela renvoie à un autre problème, celui des administrations qui freinent la consultation de certaines archives (1).

Des études traitent de l'histoire de l'université (du Moyen âge à la période contemporaine, de son fonctionnement, de ses buts), mais il n'existe pas d'études sur les acteurs de l'université, sur l'histoire du monde étudiant. Comment expliquez-vous une telle situation ?

Les historiens n'ont pas le monopole de la connaissance. Les sociologues ou autres se sont intéressés à ces questions. Un des problèmes de l'histoire est de replacer les choses en perspective, or le monde étudiant est fragile et volatil. Quand on est universitaire, on reste un peu étudiant, et on risque de ne pas être un bon témoin du monde dans lequel on vit.

Ce qui est de l'ordre de l'immédiat est plus proche du journaliste que de l'historien ?

Il y a un excellent journalisme qui vaut souvent plus qu'une certaine histoire. Les deux peuvent être très proches, mais leur nature me semble différente. D'ailleurs, c'est Jean Lacouture qui est à l'origine de l'idée d'une histoire immédiate. Je ne conteste pas mais à mon sens, le rôle de l'historien est de mettre des logiques de compréhension, de l'intelligence, de la cohérence là où il y a de l'incohérence et du désordre dans les informations qui arrivent de partout ; il faut trier, organiser, prendre du recul, voir ce qui n'est pas visible et qui est essentiel. Et qui dit recul, dit nécessité du temps.

Les études historiques sur les étudiants, si elles étaient menées, éclaireraient-elles la vieille interrogation de l'université sur son devenir ?

Sans doute. Mais les difficultés que rencontre l'université aujourd'hui ne trouvent pas forcément de réponse dans l'histoire. Certes, nous fonctionnons sur des principes et

(1) Lire aussi à ce sujet : *Archives interdites, les peurs françaises face à l'histoire contemporaine*, Sonia Combe, Albin Michel.

P. LABORIE ►

Les
universitaires
cherchent
à l'extérieur
les raisons
de leurs
problèmes

des modes qui datent du début du siècle : l'université continue à choisir comme président un des siens ; en fait, c'est un véritable chef d'entreprise et il n'a pas toujours une formation qui le prépare à de telles responsabilités. Dans chaque département d'université, les professeurs élisent leur directeur (un des leurs) qui est confronté en permanence à des problèmes de gestion considérables. C'est le prix de l'autonomie.

L'absence d'histoire n'empêche-t-elle pas d'avoir une vision dans le temps des modifications qui sont apportées ? L'université n'oublie-t-elle pas les modifications qu'elle a connues ?

Il y a parfois une réticence des universitaires à observer ce qu'ils sont. Comme tous les groupes sociaux, ils cherchent à l'extérieur les raisons de leurs problèmes. Est-ce que les historiens sont les mieux placés pour juger une institution dans laquelle ils vivent ? Ce sont les questions classiques de la distance et de la proximité. Une trop grande proximité est pire qu'une distance trop longue.

Les mouvements étudiants ont eu sur la société un poids réel (guerre d'Algérie, rôle politique en 1968, manifestations récentes anti-CIP). La jeunesse comme déclencheur d'événements est une crainte pour tout ministre de l'Éducation nationale ; aujourd'hui, pour les politiques, c'est un facteur de risque.

Je suis réservé sur l'idée que le mouvement étudiant, au sens strict, ait pu être à lui seul acteur de réformes. Au moment de la guerre d'Algérie, il a joué un rôle important. Nous discutons sur un pied d'égalité avec les responsables des grandes centrales syndicales. Dans ce contexte, le monde étudiant jouait un rôle essentiel de fédérateur et permettait des échanges entre des organisations rivales.

Est-ce que le regard sur un monde étudiant que l'on juge festif, immature, ne signifie pas au résultat qu'on n'a pas besoin d'étudier un objet qui n'est que passade de jeunesse ? Pourquoi n'y a-t-il pas de « Que sais-je » sur le monde étudiant, quand on sait

la force qu'il représente ? Est-ce un problème de sources ?

Je ne peux pas répondre à cette question. Il y a quelques ouvrages de valeur inégale. Le monde étudiant est confus : on distingue mal le monde étudiant de la jeunesse tout court. Pour ma génération, la distinction sociale était plus nette. Aujourd'hui, beaucoup de jeunes restent étudiants par crainte du chômage. Les maîtrises et autres DEA sont un moyen de rester dans un confort apparent (sécurité sociale, petits avantages matériels). Avant, la volonté de faire des études était la principale motivation. Le monde bouge vite et beaucoup. Pour nous, c'était une période heureuse, je ne sais pas si c'est le cas aujourd'hui.

Sur le problème de la rareté des travaux, il y a sans doute la difficulté pour une génération de prendre en compte ces études parce que cela risque de la déranger, de la remettre en question : les hommes changent et les responsables politiques, par exemple, n'aiment pas toujours qu'on leur rappelle leur passé d'ex-étudiant de gauche ou de droite, parfois plus... Les transformations ont été nombreuses et multiples durant ces trente dernières années et je m'interroge sur l'absence de réflexion à propos de toutes ces transformations, sur le manque de rétrospectives et d'analyses historiques. C'est vrai que l'on connaît les étudiants du Moyen Âge et du XVIII^e de l'université de Cahors, mais il y a des trous de mémoire sur le monde étudiant d'aujourd'hui. Je l'ai déjà dit, le monde étudiant bouge très vite selon des mécanismes que l'on connaît mal, c'est un monde en constante mutation. Cela le rend passionnant, mais c'est aussi une réelle difficulté pour l'historien qui est mal armé pour saisir l'insaisissable. Je parle en tant qu'historien, mais il y a peut-être le fait que nous n'avons pas envie de balayer devant notre porte et de regarder de près ce qui nous concerne directement.

Les acteurs du développement de l'université arrivent-ils à le gérer, à le canaliser et à l'organiser ?

Les groupements d'étudiants existent, mais souffrent d'un manque de coordination. La participation aux élections, chaque année, révèle un manque d'intérêt. Ce problème de la représentation des étudiants est très

On connaît
mieux les
étudiants
du Moyen Âge
que ceux
d'aujourd'hui

P. LABORIE ►

La fac
est
un "non-lieu".
La vraie vie
est
à l'extérieur

important : nous le voyons dans les institutions dans lesquelles ils siègent, ils sont minoritaires et minoritaires à l'intérieur de leur minorité. L'histoire prouve que quand une crise éclate, les organisations représentatives sont souvent dépassées. En situation normale, les étudiants élus gèrent le quotidien et en cas d'explosion, ces organisations ne s'adaptent pas toujours. Ce qui donne l'impression que les circonstances jouent un rôle considérable. Auparavant, dans le syndicalisme étudiant, même si la part de rêve était importante, il y avait quand même une réflexion sur la condition étudiante.

Les organisations syndicales sont-elles moins représentatives qu'il y a vingt ou trente ans ?

J'ai l'impression que les organisations d'étudiants qui essaient d'être représentatives n'arrivent pas à savoir à quel public elles ont affaire, public qui est devenu massivement très important. Si l'on considère Toulouse-Le Mirail (2), les étudiants y « passent ». L'université, auparavant, était un lieu de vie. Entre la fac et le Capitole, il n'y avait pas une grande différence, les discussions et les réflexions se prolongeaient dans des lieux destinés à jouer ce rôle. Aujourd'hui, le métro risque d'accroître encore le phénomène d'évaporation. Il y a une rotation accélérée, c'est un phénomène de culture. La fac apparaît comme un lieu de passage, dans tous les sens du terme. Il y a une corrélation entre le statut d'étudiant (lui-même un statut de passage) et la fac (lieu d'étude et lieu de passage). La continuité avec la vie « réelle » me semble fragile. C'est comme si les étudiants avaient deux vies, celle qu'ils vivent durant leurs heures de cours, dans cet espace qu'est la fac, ce « non-lieu », et la « vraie » vie qu'ils mènent à l'extérieur. Là aussi, d'une certaine façon, on constate que le lien social s'est disloqué. Tout va dans ce sens : le temps des étudiants limité dans leur lieu d'étude, la multiplication des lieux de vie (lieux d'étude, de plaisir, de loisirs). Il n'y a plus cette unité « naturelle » qui était un facteur de prise de conscience. L'effet de masse reste cependant, et de loin, le plus important.

Quant à l'évolution interne de l'université, elle échappe à beaucoup de gens, y compris à nous-mêmes : nous réagissons au coup par coup, en fonction de la situation

(2) Situé au sud-ouest de Toulouse, Le Mirail sortit de terre au début des années 1970.

Grand projet urbain d'alors, il est souvent perçu aujourd'hui comme un « ghetto » (NDLR).

**Nous
improvisons,
nous nous
adaptions
en permanence**

qui nous est imposée par le nombre, les nouvelles contraintes, l'organisation des études. La politique à long terme fait partie des préoccupations qui apparaissent dans de nombreux articles, mais nous improvisons et nous nous adaptons en permanence. A Toulouse, Le Mirail était prévu pour sept mille étudiants, il y en a vingt-cinq mille. La réflexion bute sur des phénomènes sur lesquels nous n'avons aucune prise et qui remettent en cause par leur poids tout ce que nous pouvons créer : nous sommes dépassés par des éléments que nous ne maîtrisons pas.

On parle de génération étudiante (« génération 68 », « génération de la guerre d'Algérie ») ; acceptez-vous cette notion de génération ?

La notion de génération permet d'expliquer de nombreux phénomènes culturels. Nous ne pouvons rien expliquer si nous ne prenons pas en compte cette solidarité de culture qui se crée à travers les représentations complexes et communes des événements. Des représentations datées qui font partager des références communes.

Qu'est-ce qui caractérisait la « génération 68 » ?

Avec le recul de l'historien, ce qui restera, c'est l'amorce d'une sorte de révolution culturelle (même si le mot est anachronique et un peu fort), la volonté de peser sur des modes de vie qui apparaissaient insupportables (par exemple l'image et le statut des femmes dans la société). Cela me frappe plus que ce qui demeure dans les mémoires : à savoir les événements politiques, les manifestations et les batailles de rues, les mouvements sociaux.

Il faut essayer de se rappeler ce qu'étaient, pour les générations précédentes, les rapports garçons-filles, empreints de la peur des interdits familiaux ou de celle des maternités accidentelles. D'autres mutations se sont produites avec mai 1968, en particulier les rapports entre professeurs et étudiants. La disparition de l'estrade, pour aussi symbolique qu'elle soit, marque une autre forme d'expression de la hiérarchie. Sur de nombreux points, il y a bien eu une mutation culturelle.

P. LABORIE ►

Comment caractériseriez-vous la génération étudiante d'aujourd'hui, des années 90 ?

Ce qui me frappe le plus, aujourd'hui, chez les étudiants - je parle des étudiants d'histoire qui ont cette particularité d'avoir choisi leurs études le plus souvent par souci de comprendre le monde qui les entoure -, c'est ce décalage entre l'affirmation d'une autonomie, d'une volonté de rupture avec les règles de la société et, à côté de cela et au même moment, - cela fait partie de ces contradictions que l'on connaît bien quand on travaille sur les phénomènes d'opinion - des comportements qui manifestent une absence de maturité dans l'exercice de cette autonomie. Dans ce décalage réside une des contradictions d'une jeunesse qui, d'un côté a besoin de se singulariser, et de l'autre semble aspirer à des normes traditionnelles. Ce n'est certainement que le reflet d'une angoisse sur le présent et surtout l'avenir.

La question étudiante en France vous paraît-elle spécifique ? Peut-on parler d'exception française en ce qui concerne le monde étudiant, par rapport à celui des États-Unis ou d'autres pays européens ?

Je connais quelques universités européennes, mais la courte durée de mes séjours ne me permet pas de tirer des enseignements suffisants pour répondre à votre question. En revanche, j'ai enseigné deux fois trois mois dans une université américaine, une université privée où les étudiants acquittent des droits très élevés, d'environ trente mille dollars. Les relations sont différentes. Les étudiants sont extrêmement motivés, demandeurs, ils attendent un service correspondant à ce qu'ils paient. Ils sont des « consommateurs » très exigeants, mais ils participent très activement à la construction de leur savoir. Les rapports sont fondés sur des données qui diffèrent de ce qui se passe dans les universités françaises. Pour moi, c'est chaque fois une rupture culturelle.

Pensez-vous nécessaire de réformer l'université ? Certaines mesures d'urgence vous apparaissent-elles essentielles ?

Nous devons nous féliciter de l'augmentation du nombre d'étudiants. Un pays qui se veut moderne, qui

Il faut
se féliciter
de l'augmentation
du nombre
d'étudiants

souhaite améliorer le niveau général, qui voit sa jeunesse acquérir des connaissances renouvelées, ne peut que se réjouir de voir son nombre d'étudiants croître. Reste qu'il y a un problème de gestion, je dirais de digestion de cet afflux de population à former. En effet, nous vivons sur des structures qui ne sont absolument pas adaptées, qui n'ont pas été pensées pour faire face à cette vague à laquelle nous nous trouvons confrontés. Nous continuons à vivre sur des structures et des modes d'organisation qui, à quelque chose près, n'ont pas beaucoup changé dans les dix dernières années. Parallèlement, d'une manière générale le corps enseignant a vieilli. Il y a là un décalage culturel et générationnel.

Face à une telle situation, il est difficile de trouver non seulement des solutions, mais aussi de prendre des mesures immédiates. Dans une discipline comme l'histoire, nous sommes frappés par les taux d'échecs qui sont impressionnants, nous oscillons entre le maintien d'une situation (chacun doit avoir sa chance), le doute sur le nombre jugé excessif d'étudiants en première année (trois mille en histoire à l'université Toulouse-Le Mirail, avec quelles perspectives d'avenir ?), la remise en question d'un tabou (les moyens d'une meilleure orientation). Depuis plusieurs années, la situation de l'université génère plus de questions que de solutions. Nous parons au plus pressé. Il s'agit d'un choix de société qui n'a pas encore été effectué. Il ne faut pas oublier que la mission de l'enseignement supérieur est double, à la fois formation et recherche. L'écrasement par les tâches quotidiennes, liées à la croissance des effectifs d'étudiants, rend difficile la recherche. Or celle-ci est le fondement même de l'enseignement supérieur et de sa qualité. L'enjeu est considérable. Un cloisonnement entre enseignement et recherche, imposé par les faits, serait, au moins en sciences humaines - mais je crois que c'est vrai partout - une véritable catastrophe.

Propos recueillis par Dominique PORTÉ